

Service Environnement
9 rue de la Grenouillère
01012 Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse Cédex, le 06/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRIVIGAZ VERT

200 route de Vescours
01560 ST TRIVIER DE COURTES

Références : courrier départ n°2022-01853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement TRIVIGAZ VERT implanté 200 route de Vescours 01560 ST TRIVIER DE COURTES. L'inspection a été annoncée le 22/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de la visite suite à la signature de l'arrêté d'enregistrement du 30 décembre 2019. Cette inspection est également concernée par l'action nationale méthanisation 2022. Cette action vise à s'assurer de la bonne mise en conformité des installations existantes avec les nouvelles dispositions techniques qui leur sont applicables suite à la modification du 17/07/2021 de l'arrêté ministériel du 12/08/2010, notamment concernant :

- les mesures relatives à la gestion d'exploitation,
- les mesures relatives à la surveillance des risques d'incendie et d'explosion,
- les mesures relatives aux dispositifs de rétention,
- les mesures relatives à la gestion des nuisances odorantes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVIGAZ VERT
- 200 route de Vescours 01560 ST TRIVIER DE COURTES
- Code AIOT dans GUN : 0003202492
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La SAS TRIVIGAZ VERT est enregistrée pour la rubrique 2781-1-b depuis le 30 décembre 2019 pour le traitement de 474t/j. Il s'agit d'un site existant avant la modification de l'arrêté ministériel du 12/08/2010. De ce fait, certaines prescriptions de l'arrêté ministériel ne lui sont pas applicables.

Le site injecte du biogaz dans le réseau depuis le 11 août 2021.

L'installation est autorisée à traiter des effluents d'élevage de 8 exploitations (7 sociétaires + 1

exploitant) et des cultures dédiées, des CIVES et de l'ensilage. Un plan d'épandage est associé à cette installation, avec environ 1058ha de SAU, le digestat est épandu sur les exploitations des associés et de l'autre exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté d'enregistrement : installations et documentation
- épandage
- gestion (maintenance préventive, formation)
- rétention et stockage des matières susceptibles de polluer sols ou eaux
- gestion des nuisances odorantes
- surveillance du risque explosion ou incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 3	/	Lettre de suite préfectorale
Caractéristiques de l'installation	Arrêté Préfectoral du 30/12/2019, article 1.2.3	/	Lettre de suite préfectorale
Conditions d'admission des déchets et matières à traiter	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 3.	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	/	Lettre de suite préfectorale
Rétentions	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30, sauf :- point I, alinéa 5, phrase 1- point I, alinéa 6- point II, alinéa 4	/	Lettre de suite préfectorale
Isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39	/	Lettre de suite préfectorale
Bruit	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Formation des personnes intervenant sur site	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28	/	Sans objet
Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35 :- alinéa 2- alinéa 3	/	Sans objet
Consignes et signalétiques relatives aux risques	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26	/	Sans objet
Gestion des nuisances odorantes	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49(sauf alinéa 7)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 30/12/2019, article 1.2.1	/	Sans objet
Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 8	/	Sans objet
Clôture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	/	Sans objet
Enregistrement lors de l'admission.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 1.	/	Sans objet
Enregistrement des sorties de déchets et de digestats.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 2.	/	Sans objet
Astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	/	Sans objet
Surveillance de la méthanisation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35 - alinea 4- alinéa 5	/	Sans objet
Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36	/	Sans objet
Vérification périodique et maintenance des équipements.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27	/	Sans objet
Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	/	Sans objet
Injection d'air dans le biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33	/	Sans objet
Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32(sauf alinéa 4)	/	Sans objet
Repérage des canalisations.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14	/	Sans objet
Stockage de digestat	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	/	Sans objet
Epandage	Arrêté Préfectoral du 30/12/2019, article 1.2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien tenu. Le fonctionnement de l'installation est maîtrisé et le suivi technique est satisfaisant. Il apparaît toutefois une méconnaissance de la mise sous rétention des eaux souillées.

Il reste à finaliser la partie documentaire avec notamment l'actualisation des plans et intrants dont le cahier des charges et l'agrément sanitaire définitif, la réception de la réserve incendie, les consignes liées au odeurs. La capacité du bassin de rétention doit être réévaluée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Liste des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Capacité
Prescription contrôlée : 2781-1-b (E)= quantité traitée moyenne : 47,4 t/j
Constats : Démarrage injection Biogaz : 11 août 2021
Vu sur registre intrants production moyenne sur 2 dernières semaines de l'ordre de 50t/j.
Observations : A partir du 1er mai 2022, le critère de classement est apprécié en moyenne annuelle (avec effet rétroactif depuis le 1er janvier 2022, c'est à dire qu'il sera apprécié en fin d'année 2022 pour l'ensemble de l'année 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : Des changements sont relevés par rapport au plan d'origine : <ul style="list-style-type: none">- entrée du site plus large- emplacements bureau, hangar, local GRDF, préfosse, aire de lavage, réserve incendie et places de parking déplacés- 3 silos d'ensilage au lieu de 5- 1 silo supplémentaire devant le post-digesteur- 1 fumière supplémentaire avec plan incliné pour fumier mou- séparateur de phase non installé (mais emplacement et branchement réservés).
Observations : Transmettre un porter à connaissance pour actualiser les plans.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Caractéristiques de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2019, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Installations et intrants
<p>Prescription contrôlée : Le site se compose de : - silos de réception des intrants - un digesteur - un post-digesteur - une plateforme de stockage du digestat solide - une cuve de stockage du digestat liquide - une unité de traitement et d'injection du biogaz.</p> <p>L'installation fonctionne en injection de biométhane dans le réseau de gaz. Le digestat brut issu de la dégradation des intrants est liquide et est pompé depuis le post-digesteur vers un séparateur de phase qui permet d'une part de produire du digestat solide et d'autre part du digestat liquide. Ces digestats sont épandus.</p> <p>Les intrants sont d'origine agricole : Fumier bovin : 7 800 tonnes/an Fumier caprin : 100 t/an Lisier de canards : 200 t/an Lisier bovin : 6 000 tonnes/an Cultures dédiées : 1100 tonnes/an Cultures intermédiaires (CIVE) : 1900 tonnes/an Rebuts de paille/canne de maïs : 200 tonnes/an</p>
<p>Constats : Vu les différents éléments de l'installation sauf séparateur de phase non installé mais dont l'emplacement et les branchements sont réservés. Vu 2 nouveaux éléments : fosse 3 murs avec plan incliné pour fumier mou et 1 silo 2 murs devant le post digesteur.</p> <p>Vu nouveaux intrants : - Pommes de terre dans silo supplémentaire - Big-bag de fécule de pomme de terre</p> <p>L'exploitant indique la présence sur le site de sacs de sucre complexe sous le hangar (non observé).</p> <p>Vu enregistrement d'autres intrants sur registre des intrants : banane, poussière et pellet de maïs, lactosérum, metablend,...</p>
<p>Observations : Faire une demande d'actualisation des caractéristiques des installations et des intrants (à inclure dans le porter à connaissance de mise à jour des plans).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2010, article 8
Thème(s) : Autre, Plantation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.
Constats : Site bien entretenu. Plantation non contrôlée. L'exploitant précise que de nouvelles plantations ne sont plus prévues : contrairement au projet initial, la clôture a été installée sur le merlon, ne nécessitant plus l'arrachage d'arbres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation.
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation. La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente.
Constats : Le site est entièrement clôturé avec une seule entrée. Présence d'une barrière fermée en l'absence du salarié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des personnes intervenant sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence. A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations. Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.
Constats : 3 intervenants pour assurer la 1ère formation pour la mise en service : <ul style="list-style-type: none">- NOVATECK pour le lot « process »- PRODEVAL pour la partie « épuration ». Une formation de 3 sessions en juillet 2021.- OPALE pour le coté réglementaire et suivi sanitaire. Une réunion a été réalisée pour la mise en service et l'information sur les intrants avec tous les exploitants et salariés. Ensuite, au moins une réunion par an est prévue. Vu contenu et attestation (NOVATECK) de la formation du 22-23/06/2021 suivie par le salarié et les exploitants relative à la sécurité et la mise en service. Attestation de PRODEVAL non retrouvée. La formation se poursuit lors des différentes interventions de maintenance.
Observations : Attestation de formation de PRODEVAL à transmettre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Enregistrement lors de l'admission.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 1.

Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrement lors de l'admission.

Prescription contrôlée :

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement :

- de leur désignation ;
- de la date de réception ;
- du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ;
- du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ;
- le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agroalimentaires, ou de biodéchets triés à la source au sens du code de l'environnement, fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ;

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.

Constats :

Vu fichier informatique avec enregistrement des livraisons (date, fournisseur, nature, quantité, nb voyages).

Présence d'un pont bascule à l'entrée du site avec badgeuse. Les exploitants disposent de badges qui permettent lors de leur livraison d'enregistrer directement dans un tableur leur nom, l'intrant et la quantité livrée. Ces informations sont ensuite transférées dans le registre informatique des entrées par le salarié qui enregistre également les autres apports non référencés (autres intrants et/ou livreurs).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Enregistrement des sorties de déchets et de digestats.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 2.
Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement des sorties de déchets et de digestats.
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan annuel de la production de déchets et de digestats et tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant la destination des digestats : mise sur le marché conformément aux articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural, épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) et en précisant les coordonnées du destinataire. Le cahier d'épandage tel que prévu par les arrêtés du 27 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises respectivement à déclaration, enregistrement et autorisation sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111 peut tenir lieu de registre de sortie.
Constats : Vu enregistrement informatique des reprises de digestat (date, exploitant, nature, quantité, N°s ilots et parcelles, surfaces, applicateur). Volume repris depuis septembre 2021 : 6851 m³. Vu synthèse par exploitant des apports (engagements et réalisés) et des reprises (droits et utilisés). Vu suivi de la part des cultures dédiées (3%).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions d'admission des déchets et matières à traiter

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 3.
Thème(s) : Situation administrative, Conditions d'admission des déchets et matières à traiter, en cas...
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise. Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant. L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes : <ul style="list-style-type: none">-source et origine de la matière ;-données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;-dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, l'indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; <ul style="list-style-type: none">-son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;-les conditions de son transport ;-le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière. A l'exception des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires, l'information préalable mentionnée précédemment est complétée, pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : Absence de cahier des charges en particulier pour les intrants autres que ceux des exploitants. La société BIOLID qui suit les résultats biologiques du méthaniseur assure également en tant que courtier l'approvisionnement en biodéchets. Vu bordereaux de livraison des biodéchets. Un seul refus depuis le démarrage (oignons avec présence de terre) non enregistré. Statut de l'agrément sanitaire : provisoire.
Observations : Mettre en place un cahier des charges. Enregistrer les admissions refusées et le motif de refus. Faire la demande d'actualisation de l'agrément sanitaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : Vu tableau avec programmation des 2 exploitants de garde chaque semaine pendant les week-end et les vacances du salarié. Les personnes sont joignables 24h/24h sur leur téléphone. NOVATECH et PRODEVAL peuvent intervenir à distance si besoin. Le salarié et les exploitants sont tous présents dans un rayon de 2 km autour du site et peuvent se rendre en moins de 30mn sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35 :- alinéa 2- alinéa 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH4, O2) à une fréquence semestrielle.
Constats : Vu programmes de maintenance préventive des deux prestataires NOVATECK (process-sécurité) et PRODEVAL (épurateur). Pas de programme de prévention des émissions odorantes.
Observations : Inclure le programme de prévention des émissions odorantes dans le programme de maintenance (en lien avec art.49).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de la méthanisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35 -alinea 4- alinéa 5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la méthanisation.

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse.

L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.

Constats :

Vu tableau de bord avec enregistrements des 2 relevés journaliers des paramètres suivants :

- température : comprise entre 43 et 43,5°C depuis le 13/04
- hauteur dans le digesteur (renseigne sur la pression) : entre 4,32m et 4,57 depuis le 13/04
- température eau chaudière à l'aller (80°C) et au retour (65°C)
- taux de CH₄, CO₂, O₂, H₂S
- débit d'O₂ injecté
- temps de brassage
- hauteur préfosse
- hauteur digestat

Vu relevé de biogaz produit.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 36
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre. Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.
Constats : Vu certificats d'étanchéité des différents organes (cuve, canalisation, conduite de substrat, membrane biogaz,...) conduits en juin et juillet 2021. Vu instruction démarrage/redémarrage de NOVATECK.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consignes et signalétiques relatives aux risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">— l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;— l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;— l'obligation du " permis d'intervention " pour les parties concernées de l'installation ;— les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;— les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;— les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;— les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;— la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;— les modes opératoires ;— la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;— les instructions de maintenance et de nettoyage ;— l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Constats : Vu classeur avec les permis d'intervention délivrés. Vu classeur avec consignes NOVATECK. Un classeur existe également avec les consignes PRODEVAL pour la partie injection.
Observations : L'exploitant doit justifier la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification périodique et maintenance des équipements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements.
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur
Constats : Le site n'a pas encore une année de fonctionnement. Un contrat de maintenance est en place avec PRODEVAL pour la partie injection et chaudière. La maintenance partie process est encore incluse dans le contrat de garantie d'un an de NOVATECK. L'exploitant est en recherche du prochain prestataire. Les extincteurs sont neufs. Un contrat avec DESAUTEL est prévu. Les installations électriques seront suivies par la SOCOTEC.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35.
Constats : Vu plan des zones ATEX affiché dans le bureau. Vu plan des risques affiché à l'entrée du site (mur hangar). Vu identification zone ATEX au niveau : digesteur, post-digesteur, torchère, local épuration, local GRDF. Vu capteur portatif pour mesure CH ₄ , H ₂ S, SO ₂ Vu détecteurs : <ul style="list-style-type: none">- local pompage : fumée + gaz avec relais sonore + visuel- local électrique : fumée avec relais sonore + visuel- Container épuration :<ul style="list-style-type: none">- partie électrique = fumée- partie filtration = fumée + 2 LIE + température/gaz pour déclenchement ventilation- partie chaudière = fumée, CH₄, CO₂, CO (+ portatif) Chaque partie du container présente un relais sonore et visuel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Injection d'air dans le biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 33
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter la teneur en H ₂ S par oxydation, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.
Constats : Vu système d'injection. Vu les relevés journaliers du débitmètre sur tableau de bord.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32(sauf alinéa 4)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes. Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures. Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.
Constats : Vu la torchère. Vu dans le dossier d'enregistrement la fiche technique indiquant la présence d'un arrête-flamme. Déclenchement automatique de la torchère (3,25 mbar). Pas d'activation de plus de 6 heures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Repérage des canalisations.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Repérage des canalisations.
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 4 du présent arrêté.
Constats : Vu étiquettes avec code couleur et sens des fluides (gaz = jaune, marron = digestat).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteur -réserve incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : — d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ; — de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation. L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.
Constats : Vu réserve incendie de 120m3 avec poteau d'aspiration+ aire d'aspiration. Non réceptionnée par le SDIS. Vu extincteurs neufs : - local électrique (intérieur + extérieur) - container épuration
Observations : Faire réceptionner la réserve incendie par le SDIS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30, sauf :- point I, alinéa 5, phrase 1- point I, alinéa 6- point II, alinéa 4

Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques de pollution des milieux

Prescription contrôlée :

I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

-un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10⁻⁷ mètres par seconde.

-une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

IV.-Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point III du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.

Constats :

Vu bassin de rétention avec merlon. L'exploitant précise que le merlon est plus haut que celui prévu initialement.

Observations : Déterminer le nouveau volume du bassin de rétention afin de vérifier la capacité de rétention par rapport au volume de la cuve de digestat.

Rappel : Recenser les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité avant le 1er/07/2023, puis planifier les éventuels travaux selon le point VI de l'article ci-dessus.

Dans le local de pompage, placer les bidons de produit sur rétention.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Isolement des eaux accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 39
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques de pollution des milieux
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 42 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : L'exploitant n'a pas connaissance d'un système de vanne obturant le réseau des eaux pluviales en cas de déversement de produit dangereux sur les aires imperméabilisées.
Observations : Mettre en place un dispositif de confinement des eaux pluviales dans le cas où l'absence de ce dispositif est confirmée. Rédiger la procédure de mise en œuvre du dispositif.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion des nuisances odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49 (sauf alinéa 7)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour et joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 35 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées. L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique. Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte. En cas de plainte, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées selon les méthodes normalisées de référence sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel de la République française. L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.
Constats : Pas de plaintes à ce jour.
Observations : Dresser la liste des opérations critiques qui peuvent engendrer des odeurs. Mettre en place un registre des plaintes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de digestat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34

Thème(s) : Risques accidentels, digestat

Prescription contrôlée :

-Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité.

-La période de stockage prise en compte ne peut pas être inférieure à quatre mois.

-Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

-Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.

-Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.

-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, les stockages non couverts doivent, au 1er janvier 2022, faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35.

Constats :

La cuve de digestat est couverte. Pas de stockage de digestat solide.

La capacité de stockage du digestat liquide a été estimée à 8 mois. L'absence de production de digestat solide et les contraintes d'épandage liées à la nouvelle répartition des communes en zone vulnérable peuvent réduire cette capacité. Dans le cas où cette capacité venait à être insuffisante, l'exploitant installerait le séparateur de phase.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Epandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2019, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan épandage
Prescription contrôlée : L'épandage concerne les communes de Saint Trivier de Courtes, Courtes, Vernoux, Chavannes sur Reys-souze, Servignat, Lescheroux, Vescours, Mantenay-Montlin, Saint Julien sur Reyssouze, La Genete (71), Ro-menay (71), Brienne (71). La SAU est de 1057,75ha, pour une SPE de 936,56ha. L'apport moyen lié à l'épandage du digestat est de 102kg N /ha. Les repreneurs sont sur la commune de SAINT TRIVIER DE COURTES : GAEC de la Surange, GAEC reconnu élevage Thénos, GAEC Champ Noblet, GAEC Granval, EARL de la Sâne, GAEC de l'Etang Foissiat, EARL Grezard, Alain Pernet.
Constats : Pas de changement. Les parcelles du plan d'épandage sont pré-enregistrées (liste déroulante) dans le tableau de suivi des reprises de digestat. Une nouvelle parcelle ne peut être ajoutée sans modification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.
Constats : Une étude est programmée pour cette année. Devis signé.
Observations : Transmettre le rapport de l'étude de bruit à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale